

Rencontres au sommet

Coup sur coup, en trois semaines, trois personnalités politiques ont manifesté leur intérêt pour la communauté maghrébine de Montréal. Il s'agit, dans l'ordre chronologique de Eleni Bakopanos Députée Fédérale de Ahuntsic et Secrétaire parlementaire du Ministre du Développement Social, de Pierre Pettigrew député fédéral de Papineau et ministre Canadien des Affaires Étrangères et de Bernard Landry ancien Premier ministre du Québec et chef de l'opposition au Parlement du Québec.

Un tel intérêt est assez inusité, il faut le dire ; car la communauté maghrébine – exception faite peut-être pour les originaires d'Algérie – manifeste généralement peu d'enthousiasme pour la chose politique et cela tout le monde le sait.

Les mauvaises langues diront sans doute que pour les «Fédéraux», il n'est pas hors de propos que ces démarches émanent du fait que le Gouvernement Martin est plutôt fragile, qu'il pourrait même rapidement tomber et que dès lors, les élus Libéraux estiment prudent de se mettre en «mode électoral» et vont à une chasse précoce des voix. Pour preuves de la justesse de cet avis, ils souligneront par exemple le fait que le tiers de l'électorat de Papineau réside dans Saint-Michel où les maghrébins sont majoritaires...

Nous ne sommes pas tout à fait de cet avis. Nous croyons en effet que la communauté maghrébine, ayant atteint le seuil de «masse critique démographique» avec un effectif de plus de 150 000 âmes, elle commence à entrer (pour ne plus en sortir) dans les préoccupations des hommes politiques du pays. Ils ont donc pris l'initiative de venir vers elle sans agenda précis, dans le cadre des rencontres régulières avec les citoyens dont nous étions jusque là exclus.

Ce sentiment est encore conforté lorsque l'on observe ce qui se passe sur la scène politique municipale. On n'y prend nullement garde, mais là, des élections sont programmées pour le 6 novembre 2005. Dans cette perspective, outre les partis dirigés par M. Gérard Tremblay et Pierre Bourque, un troisième joueur sera en lice : le parti Projet Montréal, dirigé par M. Richard Bergeron qui veut « repenser la ville et redonner une qualité de vie à ses citoyens» et qui veut ce faire avec, aussi, la Communauté maghrébine. Or Projet Montréal, depuis quelques semaines déjà, cherche non pas des votes, mais des candidats aux charges municipales chez les originaires du Maghreb. Puisqu'ils sont ainsi tous venus à nous, rendons leurs la politesse, intéressons-nous à la politique, préparons-nous à participer à la vie publique, préparons-nous à aller voter à tous les prochains scrutins. C'est en effet de cette façon seulement que nous deviendrons un groupe d'influence capable d'infléchir les décisions et d'améliorer notre sort commun.

Eleni Bakopanos «Si la moitié des gens restent chez eux ; il y a un problème...»

Plus de mille invitations avaient été lancées par le bureau de comté d' Eleni Bakopanos, pour participer à la «Consultation publique pour le communauté arabe et maghrébine» organisée par la Députée fédérale d'Ahuntsic.

Une centaine de personnes seulement ont participé à la rencontre. Devant cette assistance moins nombreuse que prévue, elle se défend d'avoir à travers cette rencontre quelque visée électorale que ce soit « à Ahuntsic, nous avons une table des élus qui agit, malgré les appartenances diverses de ces membres, au service du public, sans esprit partisan ; nous laissons ça pour les campagnes électorales».

Pourtant, au programme des débats, des questions d'importance étaient inscrites. On devait en effet s'exprimer sur l'emploi et l'économie (notamment la reconnaissance des compétences étrangères, la lutte à la discrimination, la fonction publique et la promotion de l'entrepreneurship) et la politique d'immigration (regroupement familial, immigration économique et statut de réfugié).

Sur ces questions, Mme Bakopanos, qui en est à son quatrième mandat de députée, aurait souhaité «recueillir le maximum



d'avis» car dit-elle «il faut que les citoyens aident les députés ; souvent des citoyens m'ont donné le clé pour régler les problèmes et le gouvernement a ensuite adopté les mesures adéquates». Mais, constate-t-elle «si la moitié des gens restent chez eux, il y a un problème».

Et elle lance alors un message «Ce n'était là qu'une première réunion, on en fera d'autres ; mais vous qui êtes là aujourd'hui, dites à vos amis de participer à la démocratie».

Pierre Pettigrew « Je m'engage à soulever vos questions avec mes collègues du gouvernement fédéral !»

À la veille de son voyage au cours de ce mois de février, Pierre Pettigrew député de Papineau et ministre fédéral des Affaires étrangères, a entrepris une série de rencontres avec les communautés maghrébine, dans son comté. Il a ainsi pris langue avec des imams maghrébins, avec les éditeurs de journaux maghrébins, avec également de nombreux citoyens.

Dans son entourage, on se dit surpris par la maturité des interlocuteurs du Ministre ; car personne ou presque n'est venu lui soumettre de cas particuliers : tout le monde lui a parlé de questions intéressant collectivement la communauté et sa dimension arabe.

Sur son séjour en Palestine par exemple, on lui a souvent demandé quels objectifs il s'y assignait. «Il y a un pays à construire là-bas, a-t-il répondu ; j'ai reçu du Premier ministre le mandat d'identifier ce que le Canada peut faire pour aider la Palestine en matière économique, en matière d'emploi, en matière d'appui aux négociations pour la création de l'État palestinien. Je serais de retour au Moyen Orient en mars pour participer aux travaux du G8 au Caire et je m'enfermerai sûrement alors quelques contacts avec la Ligue Arabe. Je vous signale aussi que j'ai effectué une visite au Maroc en novembre dernier et que j'en ais gardé d'excellent souvenirs».

Autre question souvent posée à M. Pettigrew, celle de l'immigration. On sait en effet qu' Immigration Québec a entrepris de traiter avec célérité 17 000 dossiers de demandes d'immigration en retard. Si Québec fait sa part, Immigration Canada n'a rien annoncé ; de ce fait, il se pourrait qu'un engorgement à Ottawa vienne réduire à néant les efforts de Québec. Une telle crainte est d'autant plus vive que les fonctionnaires du Ministère Québécois des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration se plaignent que, depuis le départ de Mme Judy Siro, le Cabinet du ministère fédéral leur refuse tout contact et leur «ferme la porte».

La chose étonne M. Pettigrew : sa réponse : «Je m'engage à soulever la question avec mon collègue Volpe et à faire du suivi». Question récurrente également, celle des projet du gouvernement fédéral en matière de lutte contre le chômage qui frappe sévèrement la communauté maghrébine avec un taux de 22%. Et là encore, le ministre affirme sa volonté de porter à Ottawa les avis des maghrébins, notamment pour ce qui est de l'engagement de la fonction publique fédérale à mieux représenter la diversité et les communautés culturelles «s'il y a des cas de discrimination ou des dossier, ça m'intéresse !» affirme-t-il.

Et pour conclure, M. Pettigrew se réjouit du fait que ses bureaux montréalais soient logés dans le immeuble que le Centre Culturel Algérien car comme ça, il est «sûr que les contacts avec la communauté maghrébins seront réguliers».

2005 LES PRIX QUÉBÉCOIS DE LA CITOYENNETÉ

Le PRIX MAURICE-POLLACK pour l'accès à l'égalité en emploi, l'aménagement de la diversité structurelle et l'adoption des services

Le PRIX JACQUES-COURET pour le rapprochement interculturel

Le PRIX CLAIRE-BOHEMFANT pour les valeurs démocratiques et la promotion de la participation civique

Le PRIX ANNE-GREENUP pour la lutte contre le racisme et toute autre forme de discrimination

DATE LIMITE POUR LE DÉPÔT DU DOSSIER DE CANDIDATURE : le vendredi 1^{er} avril 2005

RENSEIGNEMENTS : (514) 873-9627 1 866 817-8858 (sans frais) www.mrrl.gouv.qc.ca

Les Prix québécois de la citoyenneté permettent de reconnaître la contribution exceptionnelle de Québécois et de Québécoises de tous les ordres, d'importance et d'importance au développement du Québec.

Ministère de la Culture et des Communications Québec